

Un tiers de la population tchadienne connaît une grave crise alimentaire alors que les militaires ont pris le pouvoir à N'Djamena, avec le soutien de la France. Décryptage

La faim et l'armée tenaillent le Tchad

CHRISTOPHE KOESSLER

Analyse ▶ Le Tchad semble chaque jour sombrer un peu plus. Après la mort, le 19 avril, du président Idriss Déby Itno, qui tenait le pays d'une main de fer depuis plus de trente ans, et la prise du pouvoir par son fils Mahamat Idriss Déby et l'armée, c'est la situation humanitaire de plus de 5,5 millions de ses habitants qui occupe le devant de la scène internationale. Au début du mois de juin, les Nations unies ont tiré la sonnette d'alarme: un tiers de la population tchadienne se trouve en situation d'insécurité alimentaire. Or, le fonds d'aide humanitaire prévu pour 2021 reste dangereusement sous-doté, avec seulement 50 millions de dollars versés par les Etats sur un objectif fixé à 617,5 millions.

Parmi les causes du désastre figurent le changement climatique, le conflit armé qui mine le pays et la mauvaise gouvernance. L'opposition tchadienne et nombre d'ONG locales et françaises pointent le bilan désastreux du gouvernement despotique d'Idriss Déby, qui, malgré la manne pétrolière, n'a pas daigné s'intéresser, selon elles, au sort de la majorité de la population. Aujourd'hui encore, le Tchad figure à la 187^e place sur 189 en matière de développement humain, selon les Nations unies.

Soutien indéfectible

Malgré son autoritarisme et les graves allégations d'atteintes aux droits humains, le régime tchadien a toujours été soutenu par l'ancienne puissance coloniale, la France. Depuis l'indépendance, en 1958, l'armée française n'a jamais quitté le pays. Aussi, lorsque le gouvernement d'Emmanuel Macron a adoubé, fin avril, à N'Djamena Mahamat Idriss Déby, en reconnaissant lors des funérailles de son ancien allié le régime issu du coup d'Etat, une bonne par-

Emmanuel Macron a reconnu, lors des funérailles d'Idriss Déby Itno, le régime issu du coup d'Etat militaire. Une position qui n'a pas surpris la société civile tchadienne.

KEYSTONE



tie de la société civile n'a pas été surprise.

«La France a privé les citoyens tchadiens de tout pouvoir de décision quant aux modalités de la transition politique. Ils ont été relégués au rôle d'observateurs passifs, infantilisés par une politique paternaliste», analyse une tribune¹ signée par des personnalités tchadiennes et l'association française anti-coloniale Survie. Partant, l'Organisation de l'Union africaine (OUA) n'a pas non plus sanctionné le régime issu du coup d'Etat militaire, alors qu'elle l'a fait pour le Mali à fin mai, pays qui a connu son second putsch en moins d'une année.

Occasion volée par Macron

Pourtant, la vie politique tchadienne est diversifiée, en dépit de la répression, analyse le journaliste et spécialiste de l'Afrique

Antoine Glaser sur France Inter: «C'est un pays où il y a des syndicats, une vraie société, où il y a des débats démocratiques et politiques extrêmement importants. C'est vrai que la tendance générale, c'est d'attendre l'élection, alors qu'en fait la vraie démocratie se joue entre deux élections, avec les contre-pouvoirs, la presse libre. Mais il y a des forces politiques en présence: il faut arrêter de penser qu'il n'y a rien.»

Aussi, la France aurait pu favoriser une transition respectueuse de la Constitution et des institutions démocratiques, estime nombre d'analystes. Le Parlement européen, qui ne pèse guère dans la région, a, lui, condamné la prise du pouvoir par les militaires. Pour Survie, «Emmanuel Macron a volé aux Tchadiens l'occasion de renouer avec un dialogue politique impossible sous le règne dictatorial d'Idriss Déby».

Fort du soutien de l'ancien pouvoir colonial, la junte a tué neuf personnes à fin avril lors des manifestations contre le putsch, sans pour autant provoquer de sanctions de la part de la communauté internationale. Un collectif d'avocats a déposé une plainte pour «crime contre l'humanité» auprès de la Cour pénale internationale. Depuis le début du mois de mai, l'opposition et la société civile se sont fédérées au sein de la coordination Wakit Tama, qui n'a guère confiance dans les promesses du nouveau régime d'organiser des élections réellement démocratique d'ici à dix-huit mois. La société civile ne se satisfait pas de la nomination d'un gouvernement civil par la junte, même si ce dernier comprend un membre de l'opposition. Une trentaine d'associations ont aussi créé un «Observatoire de la transition» afin d'ausculter

au quotidien l'action du Conseil militaire créé par la junte.

Stratégie belliste en question

Si le coup d'Etat est si bien accepté par la communauté internationale, en dépit des règles élémentaires du droit, c'est parce que le Tchad occupe une place stratégique dans la lutte contre les groupes islamistes armés au Sahel, explique Carlos Lopes, professeur de gouvernance publique et économiste bissau-guinéen, dans le magazine *Jeune Afrique*: «Cette décision montre que la menace terroriste est devenue la priorité numéro un des pays africains, au détriment du reste.»

La même analyse vaut pour la France, qui utilise depuis 2013 le Tchad comme base militaire pour son opération «antiterroriste» Barkhane, rappelle Survie: «L'armée tchadienne est

devenue indispensable dans le déploiement des forces françaises au Sahel. Le poste de commandement de l'opération Barkhane, situé à N'Djamena, constitue le point névralgique de la présence militaire française au Sahel. La lutte contre le terrorisme a permis à Idriss Déby de bénéficier d'une rente diplomatique et militaire à l'international.»

L'annonce, le 10 juin, de la fin de l'opération Barkhane par Emmanuel Macron ne changerait pas la donne, selon l'association, qui souligne que l'armée française restera présente et continuera à chapeauter les forces africaines.

Cette stratégie guerrière aurait pourtant montré son inefficacité, ne parvenant pas à démanteler les groupes islamistes auteurs d'attentats dans le Sahel. L'approche se révélerait contreproductive car l'ingérence étrangère et les bavures commises contre des civils renforceraient les milices et favoriseraient l'insécurité alimentaire.

Négociations mal vues

Les négociations menées par le gouvernement malien avec les chefs djihadistes se sont toujours heurtées à l'hostilité de Paris, qui persiste dans une logique d'élimination militaire de ses groupes. Au Tchad, le soutien de la France au régime de Déby a été tel que l'armée hexagonale utilise ses Mirage 2000 pour bombarder les combattants de l'Union des forces de la résistance, un mouvement armé de l'opposition qui n'est pas un groupe de type djihadiste, en violation probable du droit international, indique le quotidien français *La Croix*.

Cette *realpolitik* à la française, un classique de la «Françafrique», ne présage rien de bon pour la démocratisation du Tchad. I

¹<https://blogs.mediapart.fr/association-survie/blog/180521/coup-detat-dynastique-au-tchad-une-rente-militaire-transmise-de-pere-en-fils-1>

Le bonheur, pont entre le Nord et le Sud

Expo à Genève ▶ Le temps d'une exposition itinérante en Suisse, l'ONG de coopération Helvetas a décidé de dédier son attention au bonheur en 2021. Avec comme fil rouge, qui relie les besoins des pays du Nord et du Sud et ceux de la planète, la notion «de bonheur durable», forgée par la professeure canadienne en sciences de l'éducation Catherine O'Brien: «Un bonheur durable est un bonheur qui contribue autant au bien-être personnel qu'à un bien-être commun et global et qui ne porte aucun préjudice à d'autres personnes, ni à l'environnement, ni aux générations futures.»

L'exposition interactive «Global Happiness» prend la forme d'un cheminement à travers un jardin, installé sur le pont de la Machine à Genève jusqu'au 17 octobre, puis à Lausanne¹. «Des recherches scientifiques ont bien montré qu'on ne peut être pleinement heureux si les autres ne le sont pas, d'où le lien

avec la solidarité», explique Marion Petrocchi, chargée de communication à Helvetas. Sur les panneaux de l'expo, plusieurs témoignages montrent aussi à quel point l'engagement auprès d'autres personnes apporte un sentiment de satisfaction profond. D'où l'idée de proposer des pistes pour participer à différents collectifs ou recourir à des services solidaires, comme un traiteur employant des réfugiés.

Mais, loin de se limiter à un plaidoyer pour l'action militante, le dispositif didactique d'Helvetas interroge plusieurs facteurs favorisant le bonheur. Ils sont autant personnels – comme l'optimisme, un travail satisfaisant et la reconnaissance reçue –, sociaux – tels que le sentiment d'appartenir à un cercle familial ou amical –, environnementaux – comme la qualité de l'air – qu'institutionnels – à l'image des libertés politiques. Quatre des six pavil-

«Des recherches scientifiques ont bien montré qu'on ne peut être pleinement heureux si les autres ne le sont pas»

Marion Petrocchi

lons de l'exposition sont consacrés à ces facteurs, en faisant appel à de nombreux témoignages, venant autant de Suisse, du Mali, du Bouthan – pays qui a créé l'Indicateur du Bonheur national brut – que du Guatemala. «Nous souhaitons que le visiteur ressorte avec des idées et des contacts pour développer ces différentes facettes», complète Marion Petrocchi.

Des ONG comme Helvetas contribuent sans nul doute au «bonheur global» grâce à ses actions centrées sur le bien-être des populations dans les pays du Sud, comme l'accès à l'eau ou aux services de santé. «Il s'agit ici de répondre aux besoins fondamentaux, essentiels au bonheur», poursuit la chargée de communication. Mais, une fois que ceux-ci sont satisfaits, rien ne sert d'accumuler les biens, affirme l'ONG, étudés à l'appui, qui rappelle que la surconsommation dans les pays riches se fait aux dépens de la nature, du climat

et souvent sur le dos de populations exploitées. Forger des relations sociales harmonieuses représente une piste plus sûre vers le bonheur, comme l'explique le chercheur colombien Eduardo Willis Herrera, qui montre que les habitants d'Amérique latine se disent plus heureux que les Occidentaux, alors que les conditions matérielles sont plus dures.

Les férus de bonheur pourront prolonger leur expérience sur le site internet d'Helvetas, qui propose des éléments de l'expo en ligne², et en se rendant à différents événements organisés en Suisse romande, dont une conférence le 29 juin à Genève sur le bonheur au Népal³. **CKR**

¹A Aquatis du 3 novembre 2021 au 1^{er} mai 2022.

²www.helvetas.org/fr/suisse/ce-que-vous-pouvez-faire/restez-a-l-ecoute/global-happiness-fr/global-happiness-digital-fr

³Le programme sur www.helvetas.org/fr/suisse/a-propos-de-nous/evenements